

Revenus des ménages

En 2010, le revenu disponible brut (RDB) des ménages accélérerait (+2,5 % après +1,0 %). Ce dynamisme proviendrait principalement du redressement des revenus d'activité. En revanche, la croissance des prestations sociales serait plus modérée qu'en 2009, pour revenir sur sa tendance moyenne, et les prélèvements fiscaux repartiraient à la hausse.

Toutefois, le rebond des prix de la consommation pèserait sur le pouvoir d'achat des ménages qui augmenterait moins en 2010 qu'en 2009 (+1,1 % après +1,6 %).

En 2010, le pouvoir d'achat ralentirait, du fait de la hausse des prix

En 2010, le revenu disponible brut (RDB) augmenterait de 2,5 %, après +1,0 % en 2009. Cependant, cette accélération serait plus que compensée par le redressement des prix de la consommation (+1,3 % après -0,6 % en 2009). Ainsi, le pouvoir d'achat ralentirait en 2010 (+1,1 % après +1,6 %, cf. graphique 1). Le pouvoir d'achat par unité de consommation, qui tient compte des évolutions démographiques, croîtrait de +0,3 %, après avoir progressé de 0,8 % en 2009 (cf. encadré).

Tableau 1

Revenu disponible brut des ménages

évolution en %

	Moyennes semestrielles						Moyennes annuelles		
	2008		2009		2010		2008	2009	2010
	S1	S2	S1	S2	S1	S2			
Revenu disponible brut (RDB) (100 %)	1,7	0,4	0,3	1,2	1,1	1,5	3,2	1,0	2,5
dont :									
Revenus d'activité (68 %)	1,6	0,5	-1,0	0,3	1,3	1,0	2,8	-0,5	2,0
Masse salariale brute (58 %)	1,7	0,8	-0,7	0,7	1,4	1,0	3,1	0,0	2,3
EBE des entrepreneurs individuels ⁽¹⁾ (10 %)	1,0	-1,1	-2,5	-1,7	0,6	0,9	1,4	-3,9	0,2
Prestations sociales en espèces (30 %)	1,5	2,3	2,8	2,5	1,1	1,6	3,5	5,3	3,2
EBE des ménages purs (14 %)	2,8	0,1	-2,2	0,0	2,5	1,9	5,0	-2,1	3,4
Revenus de la propriété (10 %)	2,7	1,0	-0,7	-1,2	0,9	2,2	4,4	-0,8	1,3
Prélèvements sociaux et fiscaux (-23 %)	2,2	3,2	-2,5	-1,7	2,6	0,7	3,8	-1,8	2,1
Cotisations des salariés (-8 %)	0,6	0,7	0,3	1,3	1,3	1,0	1,5	1,2	2,4
Cotisations des non-salariés (-2 %)	3,5	1,7	1,9	0,4	1,3	1,1	6,0	2,9	2,1
Impôts sur le revenu et le patrimoine (y compris CSG et CRDS) (-13 %)	3,1	4,9	-4,8	-4,0	3,7	0,5	5,0	-4,4	1,9
Revenus hors impôts	1,9	0,9	-0,3	0,6	1,4	1,4	3,4	0,4	2,4
Prix de la consommation des ménages (comptes nationaux trimestriels)	1,9	0,5	-0,9	0,1	0,9	0,8	2,9	-0,6	1,3
Pouvoir d'achat du RDB	-0,2	-0,1	1,1	1,1	0,2	0,7	0,3	1,6	1,1

Prévision

Note : Les chiffres entre parenthèses donnent la structure de l'année 2007.

(1) L'excédent brut d'exploitation (EBE) des entrepreneurs individuels est le solde du compte d'exploitation des entreprises individuelles. Il s'agit d'un revenu mixte puisqu'il rémunère le travail effectué par le propriétaire de l'entreprise individuelle, et éventuellement les membres de sa famille, mais contient également le profit réalisé en tant qu'entrepreneur.

Source : Insee

Les revenus d'activité et de la propriété soutiendraient le RDB

En 2010, la hausse du RDB serait soutenue par les revenus d'activité. En effet, ceux-ci croîtraient à nouveau, après avoir fléchi sous le poids de la crise économique (+2,0 % après -0,5 % en 2009 ; cf. tableau 1). D'une part, la masse salariale reçue par les ménages accélérerait nettement (+2,3 % après 0,0 %, cf. tableau 2) : elle bénéficierait à la fois de la légère hausse de l'emploi salarié et d'une accélération du salaire moyen versé dans les secteurs marchands (cf. graphique 2 et fiches «Emploi» et «Salaires»). D'autre part, l'excédent brut d'exploitation (EBE) des entrepreneurs individuels augmenterait à nouveau (+0,2 % après -3,9 % en 2009), avec la reprise de l'activité.

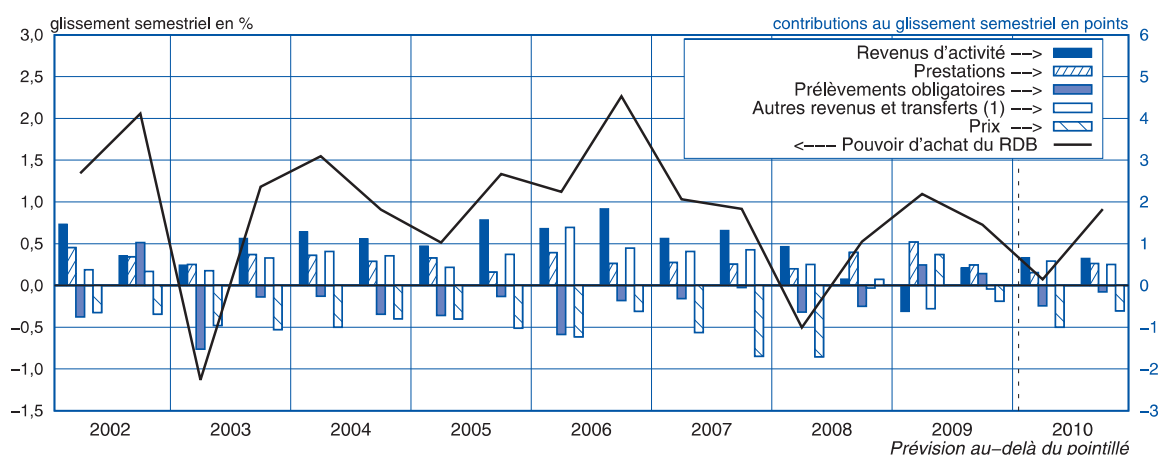
(1) Ces loyers correspondent aux loyers que les particuliers propriétaires de logement perçoivent de leurs locataires ou pourraient percevoir s'ils mettaient leur bien en location (dits alors loyers «imputés»).

Les revenus nets de la propriété seraient également en hausse en 2010 (+1,3 % après -0,8 %). Dans le même temps, l'excédent brut d'exploitation généré par les loyers perçus par les «ménages purs»⁽¹⁾ repartiraient à la hausse (+3,4 % après -2,1 %).

Recul des prestations d'assistance sociale

En 2010, les prestations sociales en espèces croîtraient moins qu'en 2009, où elles avaient été particulièrement dynamiques (+3,2 % après +5,3 % ; cf. tableau 3). Les prestations d'assistance sociale reculeraient même fortement (-3,6 % après +12,4 %), les mesures du plan de relance n'étant pas reconduites cette année. Par ailleurs, les prestations de Sécurité sociale ralentiraient (+4,0 % après +5,2 %) : les allocations chômage seraient encore dynamiques en 2010 mais moins qu'en 2009 du fait de la stabilisation du chômage.

1 - Pouvoir d'achat du revenu disponible et contributions



(1) EBE des ménages purs, revenus de la propriété et transferts courants
Source : Insee

Tableau 2
De la masse salariale des entreprises non financières à celle reçue par les ménages

	évolution en %								
	Moyennes semestrielles						Moyennes annuelles		
	2008		2009		2010		2008	2009	2010
	S1	S2	S1	S2	S1	S2			
Entreprises non financières (ENF) (67 %)	2,3	0,7	-2,0	0,4	1,4	1,0	3,6	-1,4	2,1
dont : salaire moyen par tête	1,9	1,4	-0,3	1,6	1,4	0,9	3,2	1,2	2,7
Entreprises financières (5 %)	-2,3	-0,8	4,6	0,2	1,3	1,7	-1,2	4,3	2,2
Administrations publiques (23 %)	0,8	1,1	1,3	1,2	1,5	1,1	1,9	2,4	2,7
Ménages hors entrepreneurs individuels (2 %)	3,8	3,2	1,7	1,4	1,7	-0,1	7,6	4,0	2,4
Masse salariale brute reçue par les ménages (100 %)	1,7	0,8	-0,7	0,7	1,4	1,0	3,1	0,0	2,3
dont : secteurs concurrentiels non agricoles	2,0	0,5	-1,7	0,3	1,4	1,0	3,3	-1,3	2,1

Prévision

Note : les chiffres entre parenthèses donnent la structure de l'année 2007.
Source : Insee

Après les baisses temporaires de 2009, les prélèvements obligatoires augmenteraient en 2010

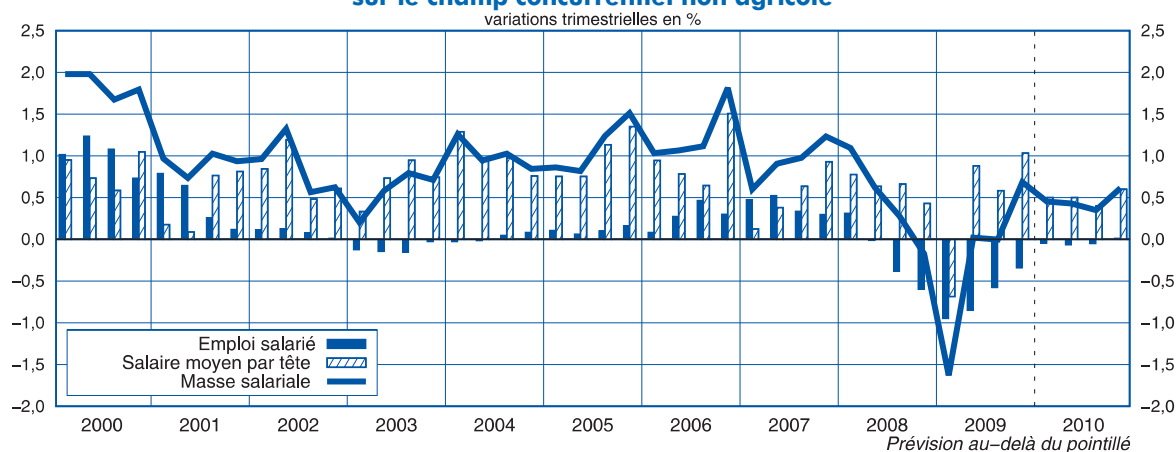
Les prélèvements obligatoires croîtraient de 2,1 % en 2010 (après -1,8 % en 2009), poussés par la hausse des impôts versés par les ménages (+1,9 % après -4,4 %). Cette hausse s'expliquerait principalement par celle des impôts sur le revenu. En effet, les allègements fiscaux octroyés dans le cadre du plan de relance⁽²⁾ ne sont pas reconduits en

2010 : au premier semestre, les impôts sur le revenu rebondiraient donc, par contrecoup. Puis, ils stagneraient au second semestre.

Par ailleurs, les cotisations versées par les salariés accéléreraient (+2,4 % après +1,2 % en 2009), en raison du redressement de la masse salariale. En revanche, les cotisations versées par les non-salariés ralentiraient légèrement en 2010 (+2,1 % après +2,9 % en 2009). ■

(2) Suppression des deux derniers tiers et des dernières mensualités pour les contribuables les moins aisés.

2 - Décomposition de la masse salariale des ménages sur le champ concurrentiel non agricole



Source : Insee

Tableau 3

Les transferts sociaux reçus et versés par les ménages

évolution en %

	Moyennes semestrielles						Moyennes annuelles		
	2008		2009		2010		2008	2009	2010
	S1	S2	S1	S2	S1	S2			
Prestations sociales en espèces reçues par les ménages (100 %)	1,5	2,3	2,8	2,5	1,1	1,6	3,5	5,3	3,2
Prestations de Sécurité Sociale (71 %)	1,9	2,5	2,4	2,9	1,6	1,8	4,1	5,2	4,0
Prestations de régimes privés (7 %)	0,8	2,5	0,9	3,3	0,1	2,4	2,7	3,9	3,0
Prestations directes d'employeur (14 %)	2,4	1,8	1,1	1,3	1,4	1,8	4,7	2,7	2,9
Prestations d'assistance sociale (8 %)	-2,4	1,3	11,9	-0,3	-2,9	-1,0	-2,7	12,4	-3,6
Total des prélèvements sociaux	1,8	0,7	-0,2	1,3	1,2	1,2	3,0	0,8	2,4
Cotisations sociales effectives versées par les ménages (100 %)	1,7	0,5	-0,4	1,2	1,2	1,1	2,8	0,5	2,3
dont : Cotisations des employeurs ⁽¹⁾ (64 %)	2,1	0,3	-0,9	1,3	1,1	1,1	3,0	-0,1	2,3
Cotisations des salariés (29 %)	0,6	0,7	0,3	1,3	1,3	1,0	1,5	1,2	2,4
Cotisations des non-salariés (7 %)	3,5	1,7	1,9	0,4	1,3	1,1	6,0	2,9	2,1

Prévision

Note : Les chiffres entre parenthèses donnent la structure de l'année 2007.

(1) Les cotisations employeurs sont à la fois reçues et versées par les ménages en comptabilité nationale : elles n'ont donc pas d'effet sur le revenu disponible brut.

Source : Insee

Encadré - Par ménage ou par unité de consommation : deux mesures du pouvoir d'achat

Le revenu des ménages qui est présenté et analysé dans la *Note de conjoncture* représente l'ensemble des revenus perçus par la totalité des ménages. C'est en effet cette grandeur qui est pertinente au niveau macro-économique, par exemple pour construire l'équilibre entre ressources (PIB et importations) et emplois (consommation, investissement, exportations...) ou pour prévoir le PIB. Cette grandeur doit être corrigée si on souhaite mesurer le pouvoir d'achat moyen des Français, de manière à tenir compte à la fois de la croissance du nombre de ménages et de l'évolution de leur composition. La correction la plus pertinente de ce point de vue consiste à diviser le revenu par le nombre d'unités de consommation en France. Ce concept permet de tenir

compte de la croissance démographique, mais aussi du fait que certaines consommations peuvent être partagées au sein d'un ménage (les appareils ménagers par exemple). Un ménage de taille importante réalise donc certaines « économies d'échelle » par rapport à un ménage de taille plus faible. En 2009, la croissance du nombre d'unités de consommation est de 0,8 % (par comparaison, la croissance du nombre d'habitants est de 0,5 % et la croissance du nombre de ménages est de 1,2 %).

Ainsi, en 2010, le pouvoir d'achat par unité de consommation décélérerait (+0,3 % après +0,8 % en 2009). Par habitant, la hausse serait de 0,6 %, tandis que le pouvoir d'achat par ménage baisserait de 0,1 %. ■

Consommation et investissement des ménages

Au premier trimestre 2010, la consommation des ménages a pâti du contrecoup de la prime à la casse et de la légère baisse du pouvoir d'achat du revenu. Elle a ainsi stagné et le taux d'épargne des ménages s'est stabilisé.

Après un deuxième trimestre atone, la consommation des ménages croîtrait légèrement au second semestre : +0,3 % aux troisième et quatrième trimestres. Les ménages, confrontés au niveau élevé du chômage et à la remontée de l'inflation, épargneraient toutefois une partie des gains de pouvoir d'achat à venir.

L'investissement des ménages renouerait avec la croissance au second semestre.

Au premier trimestre 2010, la baisse des achats d'automobiles a été atténuée par la hausse de la consommation énergétique

Au premier trimestre 2010, la consommation des ménages a stagné, après une fin d'année dynamique (+0,9 %, cf. tableau). Leur pouvoir d'achat ayant reculé (-0,1 %), le taux d'épargne est resté quasiment stable, après sa forte baisse fin 2009 (cf. graphique 2).

Au quatrième trimestre 2009, les dépenses en automobiles avaient fortement accéléré, portées par les achats de véhicules neufs : les ménages avaient pleinement tiré profit de la prime à la casse et du bonus-malus avant que ces dispositifs ne deviennent moins généreux. Par contrecoup les achats d'automobiles ont considérablement reculé au premier trimestre 2010 (-11,2 %). Ils ont ainsi pesé sur la consommation de produits manufacturés (-1,9 % après +2,8 %, cf. graphique 1).

À l'inverse, sous l'effet d'un hiver particulièrement rigoureux cette année ⁽¹⁾, les dépenses de chauffage ont dynamisé la consommation d'énergie des ménages au premier trimestre (+2,9 % après +1,4 %).

La consommation de services a légèrement décéléré (+0,4 % après +0,5 % au quatrième trimestre 2009). En revanche, la consommation de produits alimentaires a accéléré (+0,2 % après -0,6 %).

(1) 1,4°C au-dessous des normales saisonnières au premier trimestre 2010, contre 0,9°C au-dessus des normales saisonnières au trimestre précédent (source météo France).

Dépenses de consommation et investissement des ménages

évolution en %

	Évolutions trimestrielles												Évolutions annuelles		
	2008				2009				2010				2008	2009	2010
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4			
Dépenses totales de consommation des ménages	-0,3	-0,1	0,1	0,0	0,0	0,4	0,3	0,9	0,0	0,0	0,3	0,3	0,5	0,7	1,2
dont :															
Alimentation (17 %)	0,1	-0,8	0,0	0,6	-0,7	0,7	0,9	-0,6	0,2	0,2	0,2	0,2	-0,2	0,4	0,7
Produits manufacturés (24 %)	-0,6	-0,5	-0,1	-1,0	0,4	0,7	0,2	2,8	-1,9	-1,0	0,5	0,4	-0,3	0,8	0,0
Énergie (7 %)	-4,7	2,4	0,8	0,6	-1,3	-0,7	-3,5	1,4	2,9	0,1	-2,0	0,0	0,8	-1,9	1,0
Services (52 %)	0,3	-0,2	0,0	0,1	0,3	0,3	0,4	0,5	0,4	0,5	0,6	0,4	0,7	0,8	1,8
Investissement des ménages	-0,4	-1,7	-2,7	-2,7	-2,4	-2,0	-1,7	-1,5	-0,7	-0,4	0,3	0,4	-2,7	-8,7	-3,2

Prévision

Source : Insee

La consommation ne retrouverait un peu de dynamisme qu'au second semestre

Au deuxième trimestre 2010, la consommation stagnerait encore (0,0 %), avant de rebondir quelque peu au second semestre (+0,3 % aux troisième et quatrième trimestres). En effet, les ménages sont encore peu confiants vis-à-vis de la situation économique future, le chômage resterait stable à un niveau élevé (cf. fiche chômage) et l'inflation repartirait à la hausse. Les ménages épargneraient ainsi une partie des gains de pouvoir d'achat à venir (cf. fiche Revenus des ménages) : le taux d'épargne remonterait quelque peu, à 16,2 % d'ici la fin 2010 (contre 15,9 % au premier trimestre 2010).

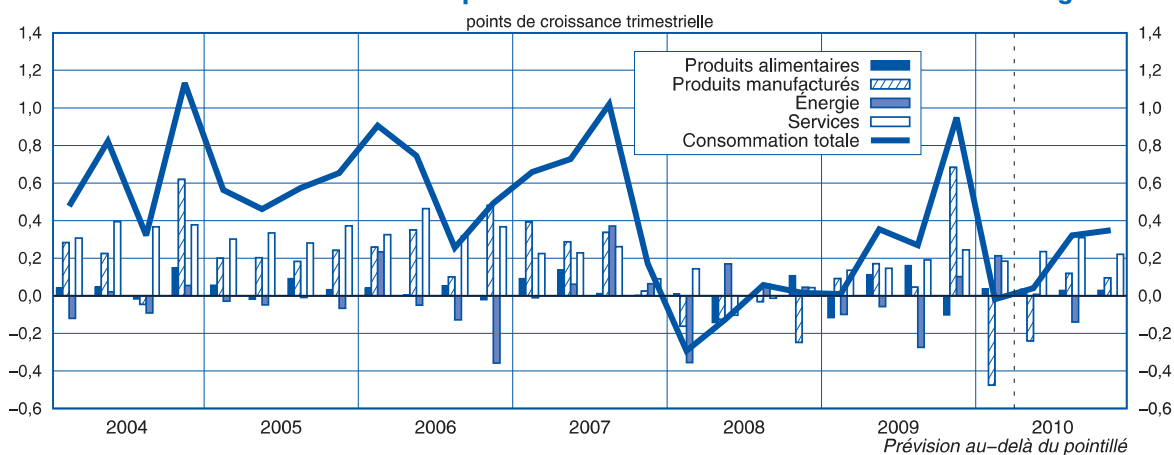
À la fin du premier trimestre 2010, les achats d'automobiles sont restés à un niveau relativement élevé, bien qu'ils aient déjà nettement reculé (cf. graphique 3). La poursuite de ce recul affecterait la consommation en produits manufacturés au deuxième trimestre, qui diminuerait encore (-1,0 %).

Par ailleurs, la consommation de services de transport des ménages aurait pâti au deuxième trimestre 2010 des fortes perturbations du trafic aérien dues à l'éruption du volcan Eyjafjöll. Elle reviendrait à la normale aux trimestres suivants.

Enfin, les températures étant restées basses au début du deuxième trimestre 2010, les fortes dépenses en énergie du premier trimestre se maintiendraient au deuxième trimestre avant de diminuer par contrecoup au troisième.

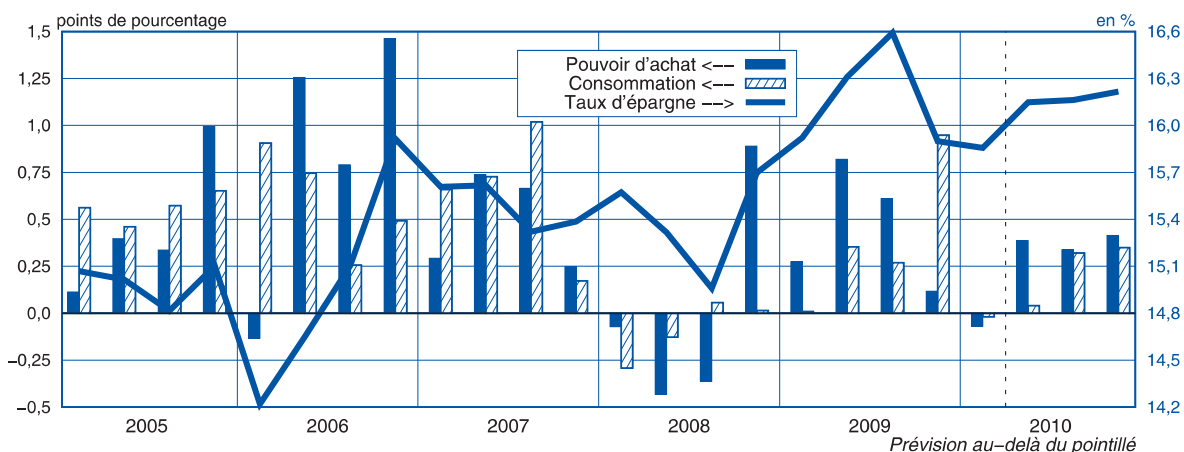
Les mises en chantiers étant en augmentation au cours des derniers trimestres et la demande de crédits immobiliers orientée à la hausse, l'investissement des ménages (principalement constitué d'achat de logements neufs) reculerait moins au deuxième trimestre et renouerait avec la croissance au second semestre. ■

1 - Contributions des différents postes à la consommation trimestrielle des ménages



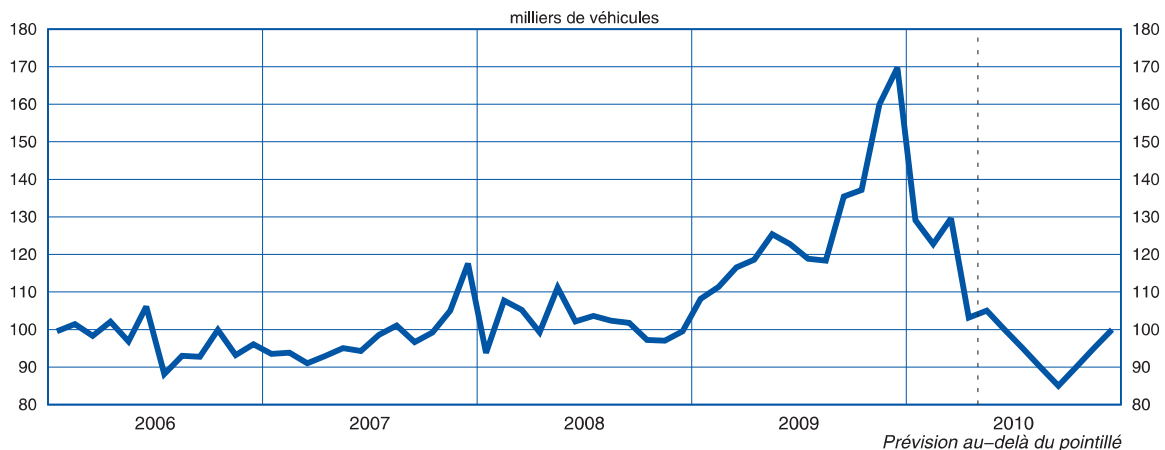
Source : Insee

2 - Taux d'épargne et taux d'accroissement de la consommation et du pouvoir d'achat de revenu disponible brut



Source : Insee

3 - Immatriculations de véhicules particuliers neufs (achats des ménages)



Source : Insee, CCFA, SOeS

Éclairage - Coupes du monde de football : un effet, pas systématique, sur les ventes de téléviseurs

Sur les trois dernières coupes du monde de football, deux ont eu un impact notable sur les achats de téléviseurs par les ménages : 1998 et 2006. Le millésime 2002 n'a pas été une réussite, pas plus pour le football national que pour les téléviseurs. En 1998, le parcours de la France a soutenu les ventes jusqu'aux derniers jours. En 2006, les ménages en ont profité pour renouveler leur équipement un peu plus tôt, et surtout passer des téléviseurs à tube cathodique aux écrans plats (plasma, LCD).

Cet effet d'anticipation des achats se double d'un effet de substitution : l'achat de téléviseurs se fait au détriment d'autres produits. Si bien qu'on n'observe pas d'impact significatif sur la consommation totale des ménages en produits manufacturés. De même, les effets sur la confiance des ménages sont très peu sensibles au regard des mouvements de cet indicateur.

Coupe du monde 1998, les supporters de la dernière heure ont acheté leur téléviseur pour les phases finales

En 1998, les ménages ont massivement renouvelé leur téléviseur à l'occasion de la coupe du monde de football (entre avril et juillet, cf graphique 1). Les achats concernaient alors uniquement les téléviseurs cathodiques. Le contrecoup des forts achats de juin aurait dû avoir lieu dès juillet, mois où se finissait la compétition. Il s'est manifesté un mois plus tard, en août. L'équipe de France ayant joué, des quarts de finale à la finale, du 3 au 12 juillet, beaucoup de supporters de la dernière heure ont remplacé leur téléviseur au dernier moment, ce qui a maintenu le niveau des ventes au mois de juillet.

Coupe du monde 2002, des supporters moins assidus

Quatre ans plus tard, la hausse des achats est de moindre ampleur aux mois de mai et juin, et la chute des ventes arrive dès juillet. Deux facteurs peuvent expliquer la relative contre-performance des ventes de télévisions : le fait que les matchs de la coupe du monde 2002 étaient retransmis le matin en France pour cause de décalage horaire avec la Corée du Sud et le Japon, ce qui les rendaient moins attrayants ; et bien sûr l'élimination rapide de l'équipe de France.

Coupe du monde 2006 : l'occasion de s'équiper en écrans plats

La coupe du monde 2006 se situe en plein boom des ventes d'écrans plats. Entre 2005 et 2007, leurs prix ont été divisés par deux (-27 % en 2005, -11 % en 2006 et -23 % en 2007). En parallèle, leurs ventes ont presque quadruplé en valeur (+74 % en 2005, +64 % en 2006 et +31 % en 2007).

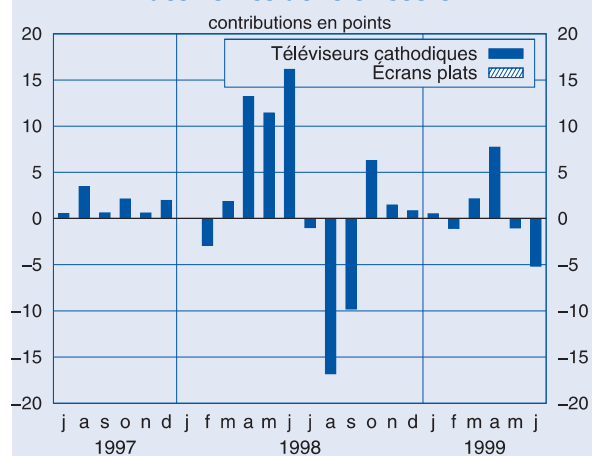
Au cours de cette période faste pour les fabricants, les ventes de téléviseurs ont crû de 75 % en valeur en mai 2006. Elles ont été presque intégralement concentrées sur les écrans plats (cf graphique 2). Les ménages, fortement sollicités par une campagne publicitaire intense, auraient alors profité de la coupe du monde pour acquérir un peu plus tôt que prévu un appareil de la nouvelle génération en remplacement de leur téléviseur cathodique. Dans la mesure où ce pic d'achats coïncidait avec un renouveau de l'équipement des foyers, le contrecoup a été relativement faible les mois suivants, ce qui explique le dynamisme de toute l'année.

Coupe du monde 2010 : un effet anticipé d'une moindre ampleur

En 2010, les ménages ne s'équipent pas encore massivement en technologie 3D et sont déjà équipés en téléviseurs à écran plat. De surcroît, les prix baissant encore (-23 % en 2009), l'effet de la coupe du monde sur les ventes de téléviseurs en valeur serait donc plus faible qu'en 2006.

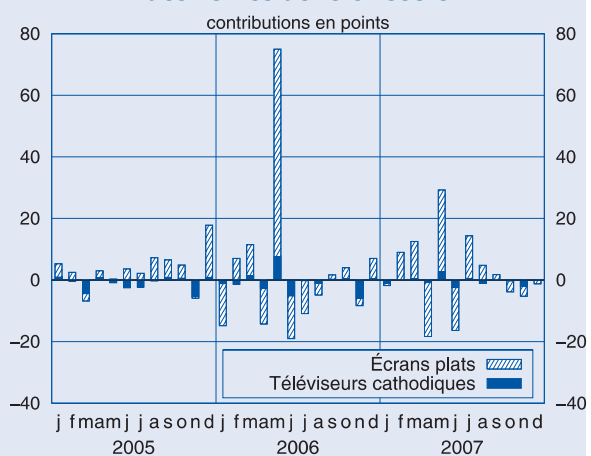
Si les coupes du monde de football ont, semble-t-il, un effet sur les ventes de téléviseurs, au niveau macroéconomique, leur effet sur la consommation en biens manufacturés des ménages n'est pas notable. Les ménages économisent sur d'autres produits les sommes qu'ils consacrent à la télévision. Quant au « moral économique des ménages », il ne semble pas affecté par les résultats de l'équipe de France : aucun effet « coupe du monde » net n'apparaît sur l'opinion des ménages sur la situation économique que l'Insee suit chaque mois (cf graphique 3) : même en juillet 1998, la hausse du moral des ménages s'inscrit dans une tendance haussière à l'œuvre depuis mi-96. ■

1 - Contributions à la croissance mensuelle des ventes de téléviseurs



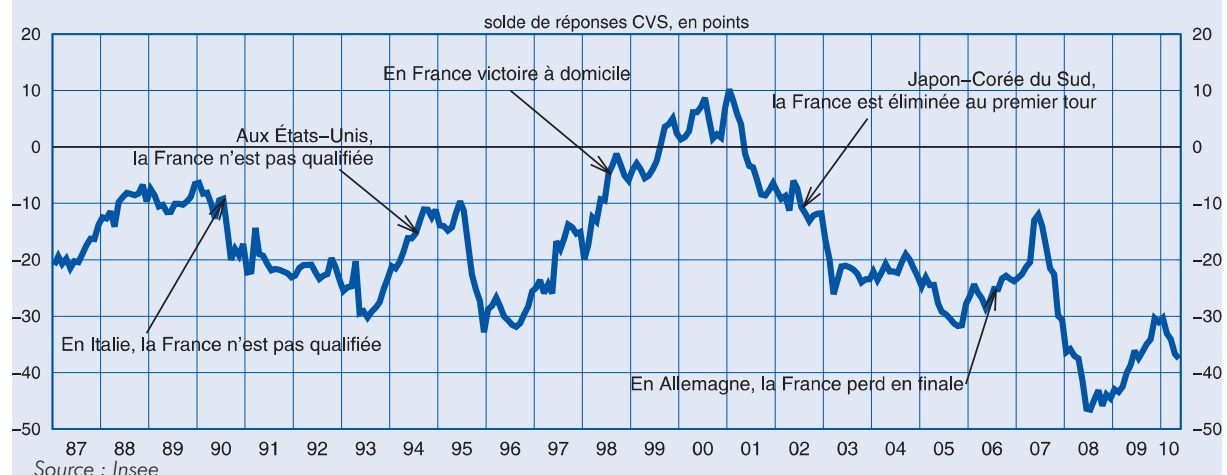
Source GFK, calculs Insee

2 - Contributions à la croissance mensuelle des ventes de téléviseurs



Source GFK, calculs Insee

3 - Indicateur résumé du moral des ménages



Source : Insee

Résultats des entreprises

En 2010, le taux de marge des sociétés non financières se redresserait après avoir reculé en 2009. Il augmenterait nettement au premier trimestre (+0,6 point, mesuré au coût des facteurs), principalement en raison de la suppression de la taxe professionnelle. Cette hausse du taux de marge est légèrement atténuée par une détérioration des termes de l'échange et un recul de la productivité.

À partir du deuxième trimestre, le taux de marge se redresserait plus progressivement, tiré par les gains de productivité.

Au total, au quatrième trimestre 2010, le taux de marge s'établirait à 31,7 %. Ce niveau est supérieur à celui atteint un an auparavant (30,3 %) mais nettement inférieur à celui d'avant la crise (32,4 % en moyenne entre 2000 et 2007).

En 2009, le taux de marge s'est replié

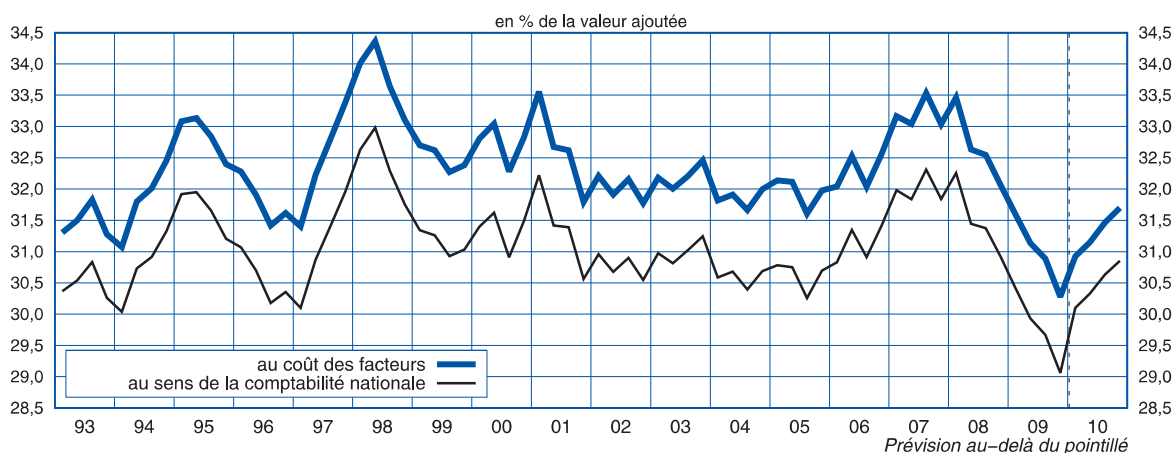
Depuis début 2008, le taux de marge des sociétés non financières n'a cessé de baisser : au quatrième trimestre 2009, il s'est établi à 30,3 % mesuré au coût des facteurs contre 33,5 % au premier trimestre 2008 (cf. graphique). Au plus fort de la crise, le repli de la productivité a nettement pesé sur le taux de marge (contributions de -1,1 et -1,2 au quatrième trimestre 2008 et premier trimestre 2009, cf. tableau). Ce repli était dû au décalage dans l'ajustement de l'emploi à la baisse de l'acti-

vit. Puis, fin 2009, le taux de marge a surtout été pénalisé par la hausse des salaires réels et par la détérioration des termes de l'échange, dans le sillage du rebond du prix du pétrole. Le rétablissement progressif de la productivité a été insuffisant pour le relever.

Au premier trimestre 2010, il se redresserait fortement, avec la suppression de la taxe professionnelle

Début 2010, le taux de marge des sociétés non financières, mesuré au coût des facteurs, serait supérieur de 0,6 point à son niveau de fin 2009. Cette hausse tient essentiellement à la suppression de la taxe professionnelle (cf. encadré « Réforme de la taxe professionnelle et excédent brut d'exploitation des entreprises » de la Note de conjoncture de décembre 2009). Les salaires réels ne pèseraient plus sur le taux de marge (contribution de 0,0 point au premier trimestre, après -0,5 point au 4e trimestre 2009), en raison de la stabilisation de la croissance du salaire nominal (cf. fiche Salaires) et de la vive remontée des prix de la consommation. À l'inverse, la contribution de la productivité serait de -0,3 point sur le premier trimestre. En outre, les termes de l'échange continueraient de pénaliser le taux de marge, les prix de l'énergie continuant de monter.

Taux de marge des sociétés non financières (SNF)



Source : Insee

Le taux de marge poursuivrait sa remontée jusque fin 2010

Le taux de marge progresserait de 0,7 point entre le début et la fin 2010. Les entreprises continueraient de restaurer leur productivité (contribution cumulée de 1 point sur les trois derniers trimestres 2010). Dans le même temps, les salaires réels pro-

gresseraient peu (cf. fiche Salaires). Enfin, les termes de l'échange ne pèseraient plus sur le taux de marge, en raison de la stabilisation du prix du pétrole. Au quatrième trimestre, le taux de marge mesuré au coût des facteurs serait supérieur de 1,4 point à son niveau d'un an auparavant (soit 31,7 % contre 30,3 %). Il serait toutefois encore inférieur à sa moyenne des années 2000 à 2007 (32,4 %). ■

Décomposition du taux de marge des sociétés non financières (SNF)

en % et en points

	2008				2009				2010				2008	2009	2010
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4			
Taux de marge (en niveau)⁽¹⁾	32,3	31,4	31,4	30,9	30,4	29,9	29,7	29,1	30,1	30,3	30,6	30,9	31,5	29,8	30,5
Variation du taux de marge	0,4	-0,8	-0,1	-0,5	-0,5	-0,5	-0,3	-0,6	1,0	0,2	0,3	0,2	-0,5	-1,7	0,7
Taux de marge au coût des facteurs (en niveau)⁽²⁾	33,5	32,6	32,5	32,1	31,6	31,1	30,9	30,3	30,9	31,2	31,5	31,7	32,7	31,0	31,3
Variation du taux de marge au coût des facteurs	0,4	-0,8	-0,1	-0,5	-0,5	-0,5	-0,2	-0,6	0,6	0,2	0,3	0,2	-0,5	-1,7	0,3
Contributions à la variation du taux de marge au coût des facteurs															
<i>des gains de productivité</i>	0,7	-0,7	0,1	-1,1	-1,2	0,4	0,3	0,4	-0,3	0,4	0,3	0,3	-0,1	-1,6	0,8
<i>du salaire par tête réel</i>	-0,2	0,1	-0,2	-0,8	0,4	-0,7	-0,3	-0,5	0,0	-0,1	0,0	-0,1	-0,3	-1,1	-0,8
<i>du taux de cotisation employeur</i>	-0,1	0,1	-0,1	0,3	-0,1	0,1	0,0	-0,2	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0
<i>du ratio du prix de la valeur ajoutée et du prix de la consommation</i>	0,0	-0,3	0,1	1,1	0,5	-0,2	-0,2	-0,2	-0,2	-0,1	0,0	0,0	-0,2	1,0	-0,5
<i>du ratio du prix de la VA au coût des facteurs au prix de la VA</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,9	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,1	0,9

Prévision

(1) Le taux de marge TM mesure la part de la valeur ajoutée qui rémunère le capital. Sa variation se décompose de façon comptable entre :
 - les évolutions de la productivité (Y/L), avec Y la valeur ajoutée et L l'emploi, et du ratio du prix de la valeur ajoutée au prix de la consommation, ou termes de l'échange (Pva/Pc), qui jouent positivement ;
 - les évolutions du salaire réel moyen par tête (SMPT/Pc) et du taux de cotisation employeur (W/SMPT, où W représente l'ensemble des rémunérations), qui jouent négativement.
 - d'un ratio du prix de la valeur ajoutée au coût des facteurs par rapport au prix de la valeur ajoutée au sens de la comptabilité nationale, ce ratio augmente en 2010 en raison de la suppression de la taxe professionnelle.
 Cette décomposition est synthétisée dans l'équation suivante (cf. dossier de la Note de conjoncture de juin 2003) :

$$TM = \frac{EBE}{VA} \approx 1 - \frac{W.L}{Y.P_{va}} = 1 - \frac{L}{Y} \frac{W}{SMPT} \frac{SMPT}{P_c} \frac{P_c}{P_{va}}$$

(2) La valeur ajoutée au coût des facteurs s'obtient à partir de la valeur ajoutée brute en lui retirant les impôts sur la production nets des subventions d'exploitation. Le taux de marge (part de l'EBE dans la valeur ajoutée) au coût des facteurs est supérieur d'environ 1 % au taux de marge au sens de la comptabilité nationale. Dans la décomposition du TM ci-dessus, seuls les termes VA et Pva sont affectés par cette distinction.

Source : Insee

Encadré - L'effet de la taxe professionnelle augmente davantage le taux de marge au sens de la comptabilité nationale

Depuis la mi-2008 et jusqu'à fin 2009, les variations conjoncturelles du taux de marge au sens de la comptabilité nationale sont proches de celles du taux de marge au coût des facteurs (cf. graphique). Au premier trimestre 2010, le taux de marge au sens de la comptabilité nationale augmen-

terait plus que celui au coût des facteurs en raison de l'effet de la taxe professionnelle qui joue différemment selon que l'on adopte l'un ou l'autre de ces deux concepts (cf. encadré précité). Il s'établirait au début 2010 à 30,1 %, soit 1,0 point au-dessus de son niveau de la fin 2009. ■

Investissement des entreprises et stocks

En 2010, l'investissement des entreprises reculerait de nouveau en moyenne annuelle mais moins nettement qu'en 2009 (-2,0 % après -7,9 %). La composante manufacturière repartirait à la hausse à partir du premier trimestre, mais l'investissement en construction continuerait de diminuer en tendance.

Au premier trimestre 2010, la contribution des variations des stocks à la croissance a été légèrement négative (-0,1 point, après +0,6 point au trimestre précédent), du fait principalement de la baisse des stocks de biens d'équipement (cf. fiche Retour sur Prévision). Au deuxième trimestre, les entreprises ramèneraient leurs stocks en ligne avec la demande et les variations de stocks soutiendraient légèrement la croissance. Puis, la contribution des variations de stocks serait nulle au second semestre 2010.

L'investissement repartirait de façon modérée, porté par sa composante manufacturière

Au premier trimestre 2010, la formation brute de capital fixe (FBCF) des entreprises non financières (ENF) s'est de nouveau repliée (-0,9 % après -1,2 % au quatrième trimestre 2009, cf. tableau 1). En particulier l'investissement en construction s'est contracté plus fortement au premier trimestre (-4,2 % après -3,4 %), en raison de conditions climatiques difficiles cet hiver. En revanche, après six trimestres consécutifs de baisse à partir du deuxième trimestre 2008 et une stagnation au quatrième trimestre 2009, l'investissement en pro-

duits manufacturés a renoué avec la croissance (+0,8 %). Les achats de biens d'équipement ont en effet redémarré (+1,1 % après -2,5 % au quatrième trimestre 2009) ; ils représentent les deux-tiers de l'investissement en produits manufacturés.

À partir du deuxième trimestre 2010, l'investissement des ENF repartirait : +0,6 %, puis +0,2 % et +0,7 % aux troisième et quatrième trimestres. En réponse à l'enquête de mai dernier, les chefs d'entreprise dans l'industrie prévoient ainsi d'augmenter leurs investissements de 6 % sur 2010. Ils signalent également qu'ils accéléreraient leurs investissements au second semestre 2010 après une stagnation au semestre précédent. En effet, la rentabilité des entreprises s'améliore et les taux d'intérêt auxquels elles empruntent sont revenus à des niveaux très bas (cf. graphique 1). Toutefois, les capacités de production sont toujours sous-exploitées, ce qui devrait limiter l'ampleur du rebond : le taux d'utilisation des capacités productives des entreprises industrielles se situe à 75,8 % contre 85,6 % en moyenne, d'après l'enquête trimestrielle de conjoncture dans l'industrie d'avril 2010 (cf. graphique 2).

Reprise des investissements productifs

L'investissement en produits manufacturés repartirait à la hausse, dans la foulée du premier trimestre, jusqu'à la fin de l'année (+1,0 % au deuxième trimestre puis +1,2 % et +1,4 % au troisième et au quatrième trimestre). Selon les grossistes interrogés en mai, les

Tableau 1

Investissement des entreprises non financières (ENF)

variations aux prix chaînés de l'année précédente, en %

	Variations trimestrielles												Variations annuelles		
	2008				2009				2010				2008	2009	2010
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4			
Produits manufacturés (42 %)	2,9	-1,5	-0,7	-4,7	-6,2	-1,4	-0,1	0,0	0,8	1,0	1,2	1,4	2,4	-11,2	2,1
Bâtiment et travaux publics (29 %)	1,8	-2,2	0,0	-1,5	-1,2	-1,1	-3,4	-3,4	-4,2	0,2	-2,1	-0,4	3,0	-6,0	-9,5
Autres (29 %)	0,5	-1,1	0,2	-1,7	-1,4	-1,7	-0,9	-0,7	-0,2	0,5	0,8	0,8	1,1	-4,7	-0,6
Ensemble des ENF (100 %)	1,9	-1,6	-0,2	-3,0	-3,4	-1,4	-1,3	-1,2	-0,9	0,6	0,2	0,7	2,2	-7,9	-2,0

Prévision
Source : Insee

intentions de commande en biens d'équipement continuent de se redresser, même si elles restent à un niveau inférieur à la normale.

Les autres investissements (hors produits manufacturés et construction), pour l'essentiel en services informatiques et en activités spécialisées, scientifiques et techniques, progresseraient à nouveau à partir du deuxième trimestre : +0,5 %, puis +0,8 % aux deux derniers trimestres. En témoignant les perspectives d'activité des entreprises de ces secteurs qui continuent de s'améliorer en mai.

Après un léger rebond au deuxième trimestre, poursuite du recul de l'investissement en construction

La baisse de l'investissement en construction s'atténuerait en tendance d'ici la fin de l'année : les entrepreneurs interrogés en mai anticipent un recul de l'activité moins prononcé. Au deuxième trimestre, l'investissement en construction repartirait légèrement à la hausse (+0,2 %) du fait du rattrapage d'une partie des dépenses en travaux publics retardées par la rigueur hivernale. Par contre-coup, l'investissement baisserait plus fortement au troisième trimestre (-2,1 %) puis il reviendrait sur sa tendance fin 2010 (-0,4 %).

Au total, en 2010, la FBCF des ENF diminuerait de 2,0 %. Ce recul proviendrait essentiellement de la forte baisse des dépenses en construction (-9,5 %). Il serait en partie compensée par le redémarrage des dépenses en biens manufacturés (+2,1 %) ; les dépenses en autres investissements reculeraient de 0,6 %.

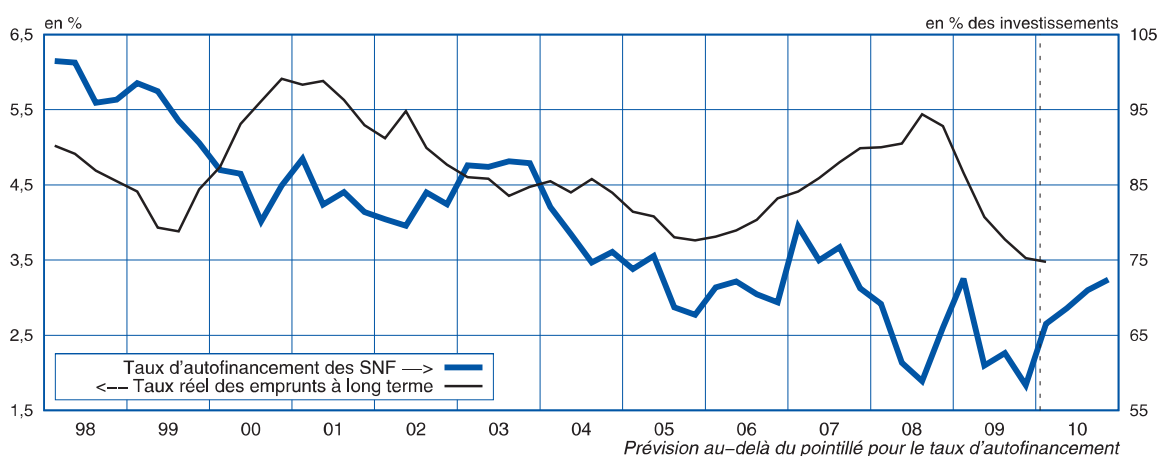
Après avoir baissé en 2009, le taux d'investissement des ENF se stabiliserait cette année. Le taux d'autofinancement des sociétés non financières (SNF)⁽¹⁾ continuerait de se redresser : il passerait de 66,5 % au premier trimestre à 72,4 % au quatrième après avoir chuté à 58,4 % fin 2009.

Les variations de stocks ont eu une faible contribution négative sur la croissance du premier trimestre 2010

Au premier trimestre 2010, la contribution des variations de stocks a été légèrement négative (-0,1 point, après +0,6 point au trimestre précédent, cf. tableau 2). Ceci est principalement imputable à un fort déstockage en biens aéronautiques et navals, en lien avec le rebond des exportations et la baisse de la production de ce secteur (cf. fiche *Retour sur Prévision*). Les stocks ont ainsi amorti les fluctuations de la demande dans ce secteur. A contrario, dans les autres secteurs manufacturés, le déstockage s'est atténué. La contribution des biens agro-alimentaires et de l'énergie est également négative, en raison de la reprise des ventes de produits agricoles (notamment vers les grands pays de l'UE) et de la forte hausse des exportations de produits raffinés.

(1) Les SNF sont constituées des ENF hors entrepreneurs individuels.

1 - Taux d'autofinancement et taux réel des emprunts à long terme



* Le taux d'autofinancement des sociétés non financières (SNF) est le ratio de l'épargne des sociétés non financières rapportée à leurs investissements.

** Le taux des emprunts à long terme désigne ici le taux d'intérêt moyen des crédits nouveaux aux entreprises non financières d'une durée supérieure à un an, que ce taux soit révisable ou fixe. Le taux des emprunts à long terme est dit réel, car il est déflaté par l'indice des prix à la production de l'ensemble des biens et services.

Source : Insee, comptes trimestriels et Banque de France

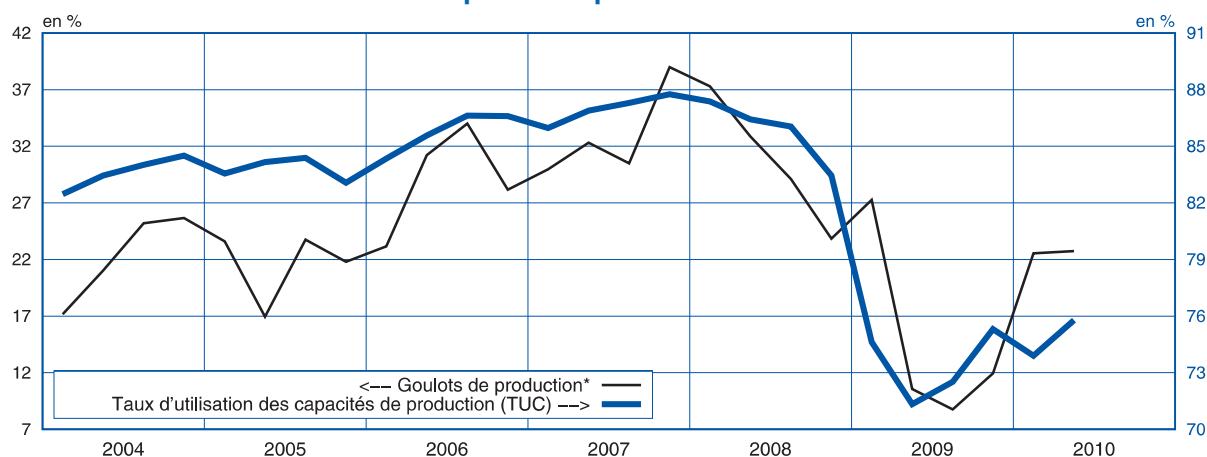
Au deuxième trimestre, les variations de stocks soutiendraient quelque peu la croissance

Au deuxième trimestre 2010, la contribution des stocks à la croissance serait positive (+0,2 point, cf. tableau 2), du fait d'un moindre déstockage en

produits manufacturés. Ainsi, les industriels jugent leurs stocks beaucoup moins légers qu'au premier trimestre 2010.

La contribution des variations de stocks à la croissance serait nulle au second semestre 2010. ■

2 - Taux d'utilisation des capacités de production de l'industrie manufacturière



* Proportion d'entreprises qui, si elles recevaient plus de commandes, ne pourraient pas produire davantage avec leurs moyens actuels.

Source : Insee, enquête trimestrielle sur l'activité dans l'industrie

Tableau 2

Contribution des variations de stocks à la croissance

en points de PIB

									Évolutions annuelles		
	2009				2010				2008	2009	2010
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4			
Produits agricoles et agroalimentaires	0,1	0,0	-0,1	0,0	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,2
Produits manufacturés	-0,6	-0,6	0,0	0,6	0,1	0,2	0,0	0,0	-0,3	-1,7	0,6
dont : Biens de consommation	-0,2	0,0	0,1	-0,1	0,0				0,0	-0,2	
Automobile	-0,2	0,0	0,1	-0,1	0,3				-0,1	-0,7	
Biens d'équipement	0,3	-0,3	-0,4	0,6	-0,3				-0,1	0,0	
Biens intermédiaires	-0,5	-0,2	0,2	0,2	0,2				-0,1	-0,8	
Produits énergétiques	-0,2	-0,1	0,0	0,0	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,2	-0,1
Autres (construction, services)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,1	0,1	0,0
TOTAL (1)	-0,8	-0,8	-0,2	0,6	-0,1	0,2	0,0	0,0	-0,3	-1,8	0,3

■ Prévission

(1) Les variations de stocks sont y compris les acquisitions nettes d'objets de valeur.

Source : Insee

Production

Au premier trimestre 2010, la production de biens et services a ralenti (+0,2 % après +0,6 % le trimestre précédent), du fait essentiellement du ralentissement du tertiaire marchand et de l'industrie manufacturière.

La production accélérerait au deuxième trimestre (+0,7 %), puis la croissance se stabiliserait aux troisième et quatrième trimestres 2010 (+0,4 % et +0,5 %) : l'indicateur de retournement en France se maintient en effet dans la zone favorable depuis un an ; le climat des affaires s'est nettement éclairci en avril et s'est stabilisé en mai, non loin de sa moyenne de long terme.

Sur l'ensemble de l'année 2010, la production augmenterait de 1,8 %, après une baisse exceptionnelle de 3,7 % en 2009.

a crû plus vivement qu'au quatrième trimestre, en raison d'un hiver rigoureux (+3,9 % après -0,5 %) (cf. graphique 1).

D'ici la fin de l'année 2010, l'augmentation de la production se poursuivrait. Au deuxième trimestre 2010, la production accélérerait (+0,7 %) comme le suggère le net rebond du climat des affaires d'avril. En mai, le climat des affaires en France s'est stabilisé à un niveau proche de sa moyenne de longue période (cf. graphique 3). Ainsi, la production de l'ensemble des branches continuerait de progresser mais à un rythme moindre au second semestre : +0,4 % et +0,5 %, respectivement aux troisième et quatrième trimestres. Cette hausse serait largement dictée par celle de la production de services marchands.

Au total, la production de l'ensemble des branches renouerait avec la croissance en 2010 : +1,8 % en moyenne annuelle, après -3,7 % en 2009.

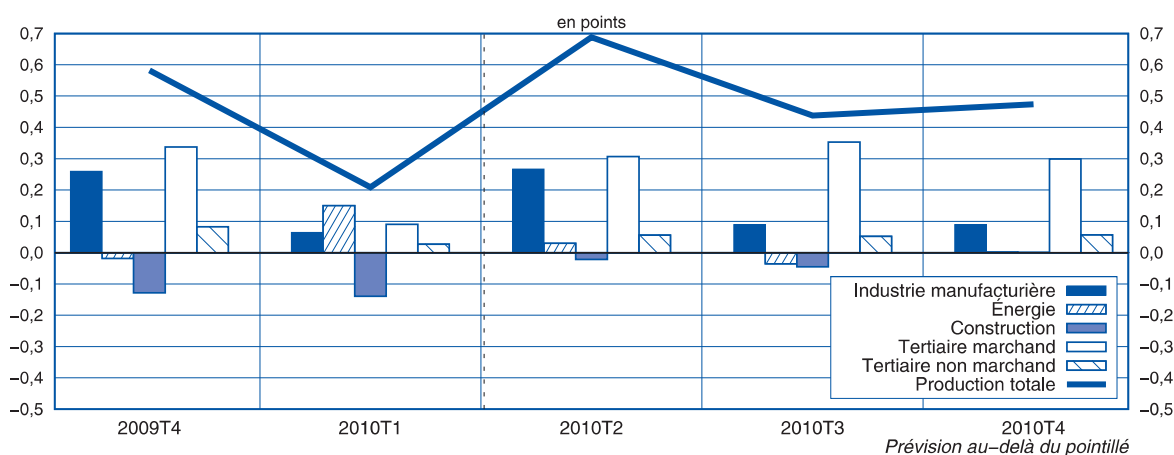
La production continuerait de progresser d'ici la fin 2010

Au premier trimestre 2010, la production a ralenti (+0,2 % après +0,6 % au quatrième trimestre 2009, cf. compte associé). Ce ralentissement est principalement imputable à celui des productions manufacturière (+0,4 % après +1,5 %) et du tertiaire marchand (+0,2 % après +0,7 %). En outre, l'activité a continué de reculer dans le secteur de la construction. À l'opposé, la production d'énergie

La production industrielle accélérerait au deuxième trimestre 2010 et ralentirait ensuite

La production manufacturière a ralenti au premier trimestre 2010 : +0,4 % après +1,5 % au quatrième trimestre 2009. Celle de biens d'équipement a fortement diminué (-1,6 % après +1,9 %) tandis que celle des biens intermédiaires a décé-

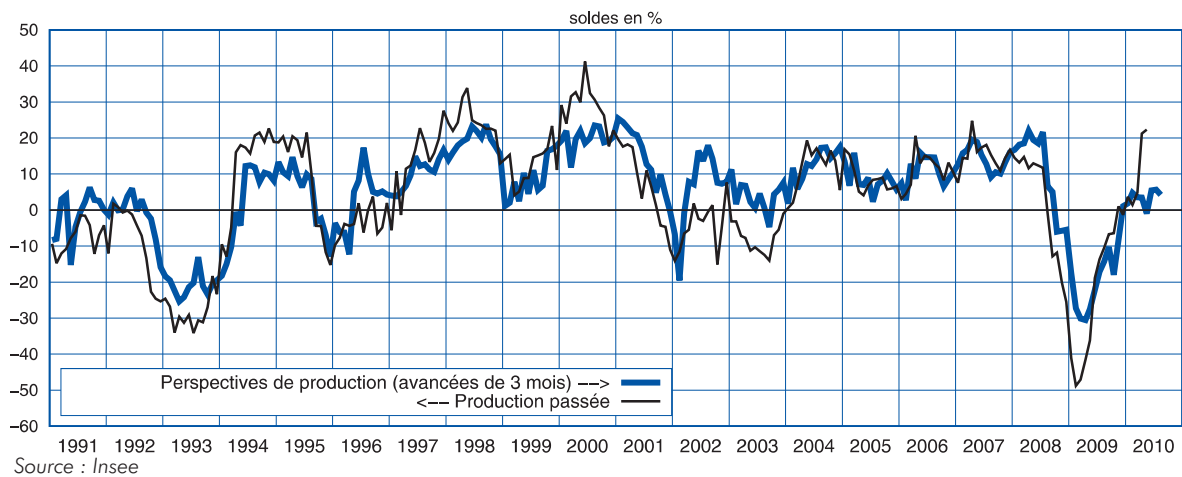
1 - Contributions sectorielles à la croissance de la production totale



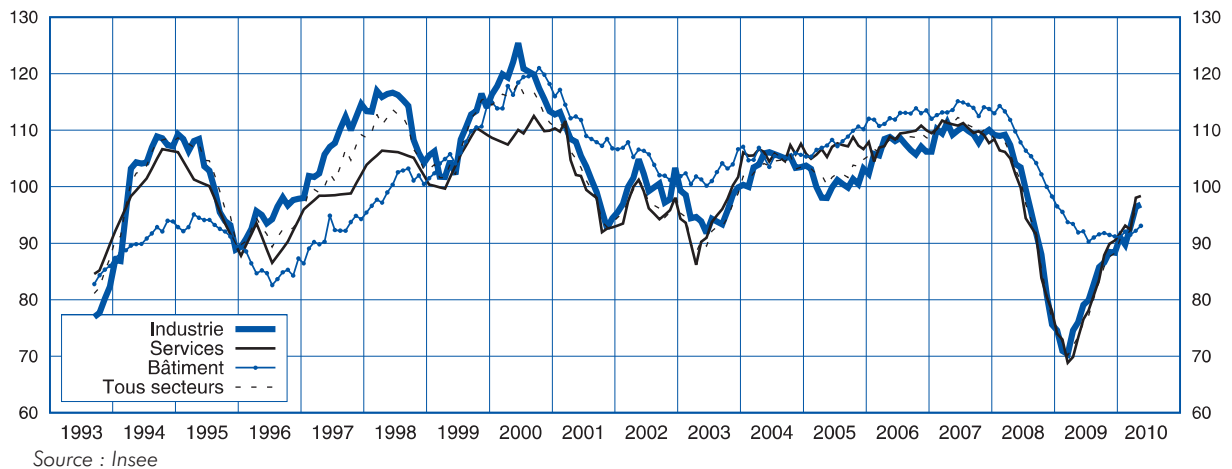
léré (+0,8 % après +1,4 %). Dans le secteur des biens de consommation, l'activité est restée atone (+ 0,1 % après -0,7 %). En revanche, dans l'industrie automobile, elle a continué de progresser vivement (+ 4,1 % après + 4,5 %).

Les industriels interrogés en mai font état, au deuxième trimestre 2010, d'une augmentation de leur production passée (cf. graphique 2) et le climat des affaires s'est amélioré dans l'industrie (cf. graphique 3). La production manufacturière devrait ainsi croître à un rythme nettement plus soutenu

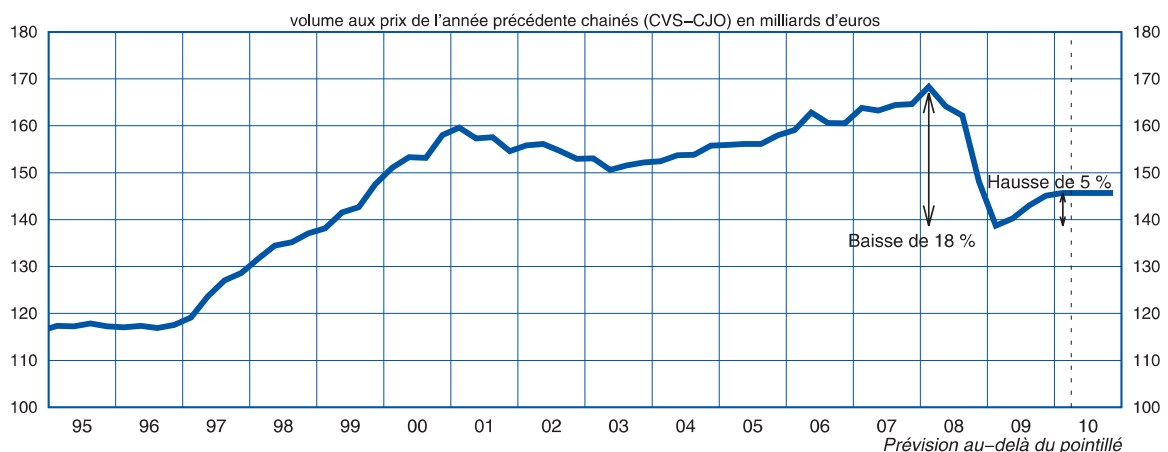
2 - Opinion relative à la production dans l'industrie manufacturière



3 - Indicateurs synthétiques en France : tous secteurs, dans l'industrie, les services et le bâtiment



4 - Production de l'industrie manufacturière



qu'au premier trimestre (+ 1,5 %). Pour les troisième et quatrième trimestres 2010, la production manufacturière progresserait plus modérément (de l'ordre de +0,5 % par trimestre), comme le suggère la légère diminution des perspectives personnelles de production déclarée en mai.

Sur l'ensemble de l'année 2010, la production manufacturière se redresserait nettement (+ 4,3 % après - 11,8 % en 2009). Elle resterait toutefois à un niveau bien inférieur à celui d'avant la crise (cf. graphique 4).

Dans la construction, l'activité se stabiliserait en fin d'année

Au premier trimestre 2010, la production dans le secteur de la construction s'est de nouveau nettement repliée (-1,9 %, après -1,8 % au quatrième trimestre 2009), du fait d'une baisse généralisée de l'investissement en construction. Cette contraction a concerné le bâtiment et davantage les travaux publics, dont l'activité a été pénalisée par des températures peu clémentes⁽¹⁾.

Tendanciellement, l'activité dans la construction resterait à la baisse d'ici la fin de l'année, comme l'attestent les dernières enquêtes de conjoncture (cf. graphique 5) et le niveau actuel des mises en chantier⁽²⁾. Mais cette baisse serait de moins en moins prononcée. Dans les travaux publics, l'acti-

(1) Dans les comptes trimestriels, la production dans le bâtiment prend en compte les mises en chantier auxquelles des « grilles délais » sont appliquées (cf. *Insee méthodes* n° 108). Ainsi, l'impact de l'effet froid est davantage réparti dans le temps.

(2) Source MEDDM : après une forte baisse, le niveau des mises en chantiers se redresse en tendance depuis mi-2009 pour les logements, et depuis début 2010 pour les bâtiments non résidentiels, dans une moindre mesure toutefois. Avec les délais habituels de production, ceci laisse présager une stabilisation de la production en fin d'année.

tivité rebondirait au deuxième trimestre, les entrepreneurs rattrapant leur retard de production occasionné par les conditions météorologiques difficiles du début d'année. La production en construction se stabiliserait donc au deuxième trimestre (0,0 %), avant de baisser au troisième par contre-coup (-0,7 %). Enfin, la production augmenterait légèrement au quatrième trimestre (+0,1 %).

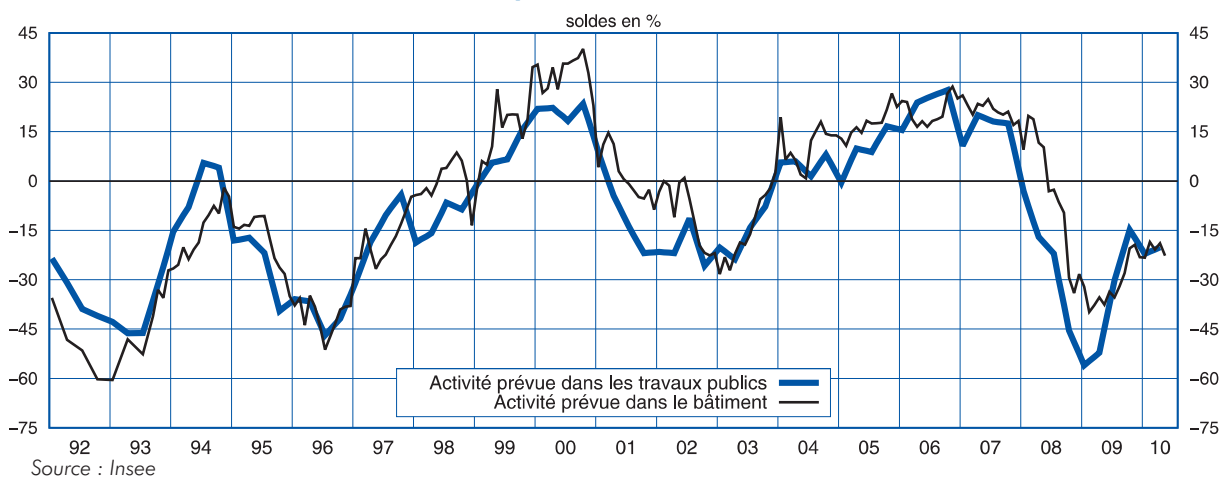
Au total sur l'année 2010, la production dans le secteur de la construction resterait en net recul (-4,7 %, après -5,1 % en 2009).

Services marchands : l'activité serait dynamique au deuxième trimestre 2010 et jusqu'à la fin de l'année

L'activité des services marchands (services immobiliers, aux entreprises et aux particuliers) a crû moins fortement au premier trimestre 2010 (+0,3 % qu'au quatrième trimestre 2009 (+0,6 %)). La production a nettement ralenti dans le secteur des services aux entreprises (+0,2 % après +0,7 % au quatrième trimestre 2009), notamment dans les activités de conseil et assistance. La production dans les activités immobilières a été un peu moins dynamique qu'au quatrième trimestre 2009 (+0,3 % après +0,5 %). Enfin, dans les services aux particuliers, l'activité a quelque peu accéléré (+0,4 % après +0,2 %), notamment dans le secteur de l'hôtellerie restauration.

Au deuxième trimestre 2010, l'activité rebondirait fortement dans les services marchands (+0,7 % après +0,3 %). Elle serait encore dynamique au second semestre (+0,6 % par trimestre). Dans les services, la conjoncture s'est nettement améliorée au début du deuxième trimestre 2010, selon les chefs d'entreprise. L'indicateur synthétique du climat des affaires a augmenté de six points entre le

5 - Activité prévue dans la construction



mois de mars et le mois d'avril, et il s'établit à 98 en mai 2010, juste en dessous de sa moyenne de longue période (100).

Commerce : l'activité progresserait modérément jusqu'à la fin de 2010

Au premier trimestre 2010, l'activité commerciale s'est repliée (-0,4 % après +0,9 %). D'après les détaillants du commerce de détail et du commerce et de la réparation automobiles, les ventes ont fléchi, particulièrement dans le secteur automobile, reflétant en partie la baisse de la consommation des ménages (cf. fiche « Consommation des ménages »). Dans le commerce de gros, les ventes ont également reculé au premier trimestre, en particulier sur le marché national.

Au deuxième trimestre 2010, l'activité du commerce repartirait à la hausse (+0,5 %). Elle continuerait de progresser jusqu'à la fin de 2010 (+0,6 % par trimestre pour le deuxième semestre 2010), en lien avec la reprise de l'activité. En effet, le climat conjoncturel du commerce de détail et du commerce et de la réparation automobiles s'améliore dans les enquêtes d'avril et mai 2010 : l'indicateur synthétique passe au-dessus de sa moyenne de long terme, tiré par l'amélioration dans la grande distribution alimentaire. La situation est plus terne dans le commerce de détail spécialisé (secteurs « pharmacie-orthopédie » et « culture-loisirs-luxe » principalement) et dans l'automobile. Parallèlement, dans le commerce de gros, le climat des affaires s'est notablement éclairci, selon l'enquête de mai : les perspectives générales s'améliorent, tout comme l'opinion des grossistes sur la plupart des indicateurs, aussi bien les ventes et livraisons reçues que les intentions de commande (en France et à l'étranger).

Redécollage dans les transports

Dans les transports, la production a baissé au premier trimestre 2010 (-0,1 % après +0,5 %). Dans le transport aérien, la production aurait pâti au deuxième trimestre 2010 des fortes perturbations du trafic dues à l'éruption du volcan Eyjafjöll, et reviendrait à la normale aux trimestres suivants.

Sur l'année 2010, la production de transports augmenterait de 1,8 %, après une forte baisse en 2009 (-5,9 %).

La production d'énergie ralentirait en 2010...

La production d'énergie a fortement progressé au premier trimestre 2010 (+3,9 %) en lien avec la vague de froid en début d'année. Elle ralentirait au deuxième trimestre (+0,8 %) avant de baisser au troisième trimestre (-1,0 %). Enfin, elle stagnerait au quatrième trimestre (0,0 %).

Au total, la production d'énergie augmenterait de 1,9 % en 2010 après une chute exceptionnelle de 7,6 % en 2009.

... tandis que l'activité de la filière agricole résisterait

Au premier trimestre 2010, la production des branches agricole et agroalimentaire a décéléré (+0,2 % après +0,8 %). D'ici la fin 2010, sa croissance se stabiliserait (de l'ordre de +0,4 % par trimestre), de conserve avec celles de la demande intérieure et des exportations.

Au total, la production des branches agricole et agroalimentaire progresserait en volume en 2010 (+1,5 %) après un recul en 2009 (-0,6 %). ■